La position des principales religions monothéistes en France face au prélèvement d'éléments du corps humain

Daniel MAROUDY

Coordonnateur hospitalier - Surveillant général
Département d'Anesthésie - Réanimation

Les principales religions monothéistes en France se sont exprimées à propos des prélèvements d'organes. Elles ne s'y opposent pas, mais des réserves sont émises au sein de certains courants de pensées.

Il y des fidèles qui observent scrupuleusement le point de vue exprimé par leur religion. D'autres peuvent détacher leur opinion des positions officielles pour faire valoir, à leur sens, une expression plus personnelle, plus intime et plus sincère. Enfin, d'autres peuvent invoquer la religion pour donner une signification et une validité à leur position, mais sans pour autant appuyer véritablement sur des principes, des croyances ou un raisonnement religieux.

Nous retenons ici les points de vue proposés par quatre des religions monothéistes les plus importantes de France.

La religion catholique romaine a un discours collectif, plutôt homogène et clair. Depuis peu, certains de ses représentants en France invitent les fidèles à une réflexion en faveur du don d'organes.

La religion protestante, dans sa diversité, exprime une position tout aussi homogène et encore plus ouverte.

La religion juive et la religion musulmane sont en leur sein traversées par des courants de pensées dont certains points de vue restreignent ou nuancent l'approbation des prélèvements d'organes sur personne décédée.

L'Eglise catholique romaine, l'Eglise protestante

Ces églises élèvent la vie au rang d'événement et de valeur essentiels. La vie est un état où la pensée, la communication et la spiritualité existent et participent pleinement à la dignité et à la personnalité de l'individu. Elles fondent la qualité de sa vie. Si elles quittent totalement le corps, il n'y a plus de vie humaine.

La mort encéphalique est admise, son constat est laissé à la compétence médicale. Il n'y a pas, selon ces églises, de critères ou de raisonnements religieux pour définir la mort. Le respect de l'intégrité du corps n'est pas incompatible avec le prélèvement d'organes et ce dernier n'est pas non plus un obstacle à la perspective de la résurrection.

Toutefois, au sein de ces deux églises, certains insistent sur les interrogations que peut susciter, pour les familles, la notion de mort encéphalique, pas toujours bien comprise en tant que mort réelle car pas réellement observable.

L'incidence psychologique que peut induire le prélèvement multi-organes amène l'église catholique à dire certaines précautions à observer dans ce domaine, telle que la limitation du nombre de prélèvements d'organes et de tissus sur une même personne. Les deux religions incitent les équipes médicales à préférer le consentement explicite ou le témoignage des familles à la notion de

consentement présumé. Elles demandent enfin que soient préservés le souvenir et les droits des familles et qu'en toute circonstance le respect de la dignité de la personne décédée demeure une règle. Il faut valoriser le donneur pour valoriser le don. Avec ses précautions et en précisant qu'il ne peut s'agir d'un devoir, l'église catholique romaine convie fortement chacun à consentir de son vivant au don d'organes après sa mort.

La communauté juive, La communauté musulmane

Ces communautés ne s'opposent pas au prélèvement d'organes. Mais s'il n'y a pas d'objection de principe, globalement des réserves sont émises sur certains aspects du prélèvement par certaines sensibilités à l'intérieur de ces religions.

Le diagnostic de la mort encéphalique n'est pas admis comme une mort réelle par une partie de la communauté religieuse juive. Elle se réfère aux critères traditionnels, c'est à dire à la cessation conjointe des fonctions circulatoires, respiratoires et cérébrales. Ainsi, aux yeux de cette partie de la communauté, un coeur battant ne pourrait être prélevé en vue de greffe.

Le respect de l'intégrité du corps du cadavre est aussi évoqué par certains fidèles qui, faisant du corps une création de Dieu à protéger, n'acceptent pas qu'il soit alors "mutilé". Certains de ces croyants subordonnent par ailleurs la possibilité de la résurrection et de la vie dans l'Autre à la préservation du corps entier après la mort, ce qui est incompatible avec le prélèvement.

Une très grande majorité de ces deux communautés religieuses admet des assouplissements dès lors qu'il s'agit de sauver une vie en danger. En pratique, il revient à chacun de se prononcer en conscience. Dans chaque communauté, chacun est responsable devant Dieu de ses actes. La décision en matière de prélèvement d'organes prend alors un caractère intime et personnel.

LE DON D'ORGANES

UNE FORME ELOQUENTE DE FRATERNITE

Un appel

de la Commission sociale des évêques de France

au sujet des prélèvements et des greffes d'organes

Les greffes de tissus et d'organes permettent désormais de sauvegarder la vie ou d'améliorer considérablement l'existence de nombreux malades. Mais ne peuvent être greffés que les tissus et les organes prélevés sur des personnes décédées (dans certains cas sur des personnes vivantes). Ces prélèvements sont aujourd'hui trop peu nombreux. Bien des malades attendent très longtemps la greffe dont ils ont besoin. Du fait de cette attente, leur état peut s'aggraver au point de conduire à la mort, une mort qui aurait parfois pu être évitée.

L'église catholique comprend qu'on puisse hésiter à consentir à des prélèvements après la mort sur son propre corps, et plus encore sur celui d'un proche parent. Mais elle voit dans le don de tissus ou d'organes, dans la mesure où il est décidé librement en esprit de solidarité avec ceux qui souffrent, une des formes les plus éloquente de la fraternité humaine.

Les organes vitaux ne peuvent être prélevés que sur des personnes décédées en état de mort encéphalique, à la suite d'un grave accident de santé. Ce sont le plus souvent des personnes jeunes encore, qui pour la plupart n'ont pas pensé à l'éventualité d'un tel accident ni fait connaître leur acceptation ou leur refus de prélèvements. Les médecins s'adressent alors aux proches parents. Ceux-ci sont déjà très éprouvés par la brutalité de l'accident et par cette mort à laquelle ils n'ont pas eu le temps de se préparer. Grande est leur souffrance devant la perspective de prélèvements, d'autant plus que l'état de mort encéphalique laisse subsister des apparences de vie. Un tel désarroi, et peut-être aussi une baisse de la confiance accordée au corps médical, conduisent aujourd'hui plus d'un quart des familles à s'opposer à tout prélèvement.

Nous comprenons cette souffrance. Nous pensons aussi qu'elle pourrait être moindre si l'éventualité de prélèvements avait fait auparavant l'objet d'une réflexion personnelle et d'échanges en divers lieux, et d'abord à l'intérieur de la famille. Pèserait moins lourd sur les proches parents le sentiment de leur propre responsabilité à l'égard des prélèvements si le défunt avait fait connaître à l'avance sa volonté de faire don après sa mort de ses organes (ou de certains d'entre eux).

Nous invitons instamment à cette réflexion personnelle et à ces échanges, en famille et à l'intérieur des communautés, paroissiales et autres. En lançant cet appel, nous ne cherchons pas à faire pression sur les consciences. Nous vous incitons surtout à prendre conscience que la mort peut frapper chacun d'entre nous et de nos proches de manière inopinée, bien avant une vieillesse avancée, et que si douloureuse qu'elle soit pour ceux qui nous aiment et que nous aimons, cette mort peut aussi devenir l'occasion d'un acte de solidarité de très grande valeur.

De tels échanges requièrent une information sur la réalité actuelle des prélèvements et des greffes. Elle peut être obtenue de différentes sources. Nous mettons à la disposition de chaque diocèse une note d'information portant sur les points que nous jugeons essentiels. Puisse-t-elle aider chacun à s'engager dans une démarche de vérité, faisant place à la perspective de sa propre mort et à la souffrance de ceux qui ne peuvent survivre que grâce à la solidarité témoignée par autrui.

Mgr Albert ROUET Président
Mgr Gérard DEFOIS
Mgr Bellino GHIRARD
Mgr Louis DUFAUX
Mgr André LACRAMPE
Mgr Jacques NOYER

*Cet appel peut être rendu public à la diligence des évêques
(Appel édité en janvier 1996)*